

## ITAMAR RABINOVICH

Président de l'*Israel Institute*, professeur émérite à l'Université de New York (NYU)  
et membre émérite à la *Brookings Institution*

Merci Jim pour votre aimable introduction et merci à nos hôtes qatari et français, merci également à tous mes collègues sur ce panel pour nous avoir offert une telle variété de commentaires et de perspectives intéressantes. Le seul avantage à prendre la parole en dernier lors du dernier panel est que vous pouvez prendre du recul sur tout ce qui a été dit. Je voudrais dire que si l'on se penche, disons, sur les 10 prochaines années, en essayant d'intégrer ce que nous avons entendu ici, on a quatre niveaux d'analyse. L'infrastructure a été abordée par mon collègue saoudien, et de façon très puissante par Saeb Erekat. C'est une région qui compte à présent presque un demi-milliard d'habitants. L'Égypte compte 91 millions d'habitants, bientôt 100 millions d'habitants qu'elle n'a pas les moyens de nourrir. Rien ne pourra se stabiliser si les problèmes de production, les rapports entre la population, la démographie et les ressources, ainsi que le besoin de développer l'industrie et les sources d'emploi de cette très large population ne sont pas résolus dans les années à venir. Il n'y a pas de raisons objectives qui empêcheraient le Moyen-Orient de connaître des mutations similaires à celles qui sont survenues dans le sud-est asiatique au cours des dernières décennies. Rien ne devrait empêcher cela.

Le deuxième niveau, c'est l'État. Ce que nous voyons à l'heure actuelle, c'est l'effondrement d'un grand nombre d'États, au moins six ou sept dans la région si on se réfère à la définition classique d'un état effondré. Malheureusement, la Syrie est le pire exemple, mais l'Irak, le Yémen, le Mali, le Soudan, le Liban, etc. tombent également sous cette définition. Par conséquent, le deuxième défi est de construire des États durables, des cadres durables pour permettre aux populations de vivre et de mener des vies productives dans les années à venir.

Le troisième défi, c'est le problème de l'ordre régional. L'origine du Moyen-Orient n'est pas juste un morceau de géographie sur le globe : c'est une région. Il existe des modèles pour conduire les relations entre les membres de cette région. Une partie du problème et de la crise au Moyen-Orient est qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de modèle en place. La Ligue arabe ne fonctionne pas. Il y a eu un éloignement en l'Iran et l'Arabie Saoudite cette année ; le conflit continu entre Israéliens et Palestiniens ; la crise en Syrie, qui est une guerre de conflits régionaux, etc. Le fait que deux acteurs majeurs et puissants, la Turquie et l'Iran, se soient impliqués au Moyen-Orient au cours des dernières décennies est très important. Pendant une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'Iran et la Turquie ne faisaient pas partie du système du Moyen-Orient, mais à présent ils y appartiennent pleinement et ils ne se sont pas intégrés, ni n'ont été intégrés par les autres pays.

Il doit y avoir une quête. Miguel Moratinos a parlé de la façon dont l'Europe a essayé de le faire, avec de bons résultats. Le Moyen-Orient doit s'engager dans un processus similaire, que ce soit de façon générale et pour les problèmes particuliers. Bien sûr, plusieurs interlocuteurs ont mentionné le conflit israélo-palestinien, y compris les Premiers ministres. Saab et moi-même sommes d'accord sur l'objectif final, une solution à deux États, et nous travaillons tous les deux dans ce but. Ce n'est pas le meilleur moment pour la solution à deux États mais il y a eu des changements de chaque côté et également à l'international. Il est donc évident que c'est ce qui doit se passer. C'est la seule façon de résoudre ce conflit.

Le Moyen-Orient a été dirigé pendant de nombreuses années par la Guerre froide, et après l'effondrement de l'Union soviétique, il a connu une période de domination américaine. On observe maintenant un renouvellement de la concurrence et, depuis l'élection de Trump, un rapprochement entre son administration et celle de Poutine. Peut-être que oui, peut-être que non. Ce que nous avons entendu du candidat Trump et ce que nous voyons des candidats aux

postes de sécurité intérieure et extérieure n'envoient pas de message unifié et clair, et on relève des contradictions intrinsèques. Si le candidat Trump est très anti-iranien mais ami avec M. Poutine, comment peut-on réconcilier ces deux aspects ? C'est très difficile à concilier et nous allons devoir observer comment cela se déroule, et bien sûr, ces quatre niveaux doivent être intégrés de façon complète ; autrement, nous n'aurons pas d'itinéraire clair.

Pour finir, un mot sur le nom même de Moyen-Orient, qui je pense nous donnera une perspective intéressante. Le Moyen-Orient est la seule partie du monde qui est définie par l'extérieur. On parle d'Amérique Latine ; on parle d'Afrique ; on parle d'Asie du sud-est ; ce sont des noms absolus. Le Moyen-Orient est un nom relatif : c'est le Moyen-Orient car, vu de l'Europe, il y a l'Extrême-Orient et le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient se réfère à lui-même par un terme exprimant une vue externe et pas une vue interne. Il est temps pour les peuples du Moyen-Orient de changer cela et de commencer à envisager la région et eux-mêmes, et à agir pour eux-mêmes car le salut ne viendra pas de l'extérieur. L'extérieur peut aider et être utile, mais il revient aux peuples de la région de se saisir de leur foi et de faire mieux lors de la prochaine décennie que lors de la dernière.

Merci.

**Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post***

Merci Itamar. Il est rassurant de vous entendre affirmer que la solution à deux États est toujours possible et accessible. Que faut-il pour rendre cette solution plausible ?

**Itamar RABINOVICH, Président de l'*Israel Institute*, professeur émérite à l'Université de New York (NYU) et membre émérite à la *Brookings Institution***

Je pense que l'action unique la plus importante doit venir du Président Trump. Nous avons reçu des signaux contradictoires ; des noms ont été mentionnés pour des postes-clé qui sont déjà hostiles à cette idée. Il a lui-même parlé deux fois, au début de sa campagne et dans le *Wall Street Journal*, de sa volonté de résoudre ce conflit. Il a dit que ce serait pour lui l'ultime négociation à mener. S'il appuie cela, ça pourrait être l'injection ressuscitant un processus moribond depuis de nombreuses années. Si vous me demandez de nommer un seul élément important, cela doit venir de Donald Trump.

**Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post***

Merci.